



DECLARATION LIMINAIRE

CTL
4 décembre 2019

Madame la Présidente,

Vous connaissez la position de FO DGFIP quant au projet de pseudo « nouveau réseau de proximité » (NRP) : le retrait pur et simple du plan Darmanin de destruction du réseau de la DGFIP !

Les agents des Finances publiques du Bas-Rhin sont toujours particulièrement en colère par rapport à vos propositions et au regard du contexte général de l'évolution de la DGFIP.

La meilleure preuve en est le taux de grévistes du 14 novembre dans notre département : 9 points au-dessus de la moyenne nationale !

Cela ne vous perturbe-t-il pas ? N'en tirez-vous aucun enseignement quant à votre plan drastique de démolition du service public, des services, de la DRFIP 67 et de votre « concertation » ?

Les collègues du 67 ne veulent pas de votre projet ! C'est aussi simple que cela. Ils refusent la disparition de leur service, de leur résidence, de leur mission et plus globalement du service public.

Aucun service, aucun agent ne sera épargné par les conséquences d'un tel plan, directement ou indirectement, à court et à moyen terme.

Cette réforme va toucher aussi bien les collègues des sites absorbés que ceux des sites absorbants et, par la suite, mais très rapidement, les agents des services de la direction et ceux de la DG.

Nous avons vu lors du dernier CTL les impacts sur l'accueil et sur la gestion dans les SIP. Multi-accueils d'un côté et tâches de gestion délaissées d'un autre côté. Quelles perspectives...!

Aujourd'hui vous mettez à l'ordre du jour la fusion des SIP de Strasbourg, la mise en place de 2 CDL, la mise en place des accueils de proximité et la mise en gestion conjointe des trésoreries de Saverne et de Truchtersheim, elle-même issue de l'absorption de la Trésorerie de Hochfelden en début d'année et de celle de Hurtigheim il y a un peu plus de 10 ans...

Tout cela doit se faire à marche forcée, sans que les tenants et les aboutissants soient connus pour les CDL, sans volontaires pour les accueils de proximité, sans chef de service pour les SIP...

Droit dans le mur, le pied à fond sur la pédale d'accélération ! ! !

Tous ces projets de réformes ne sont pas sans impacts sur les personnels, leur santé et leurs conditions de travail.

Vous ne pouvez les ignorer puisque nous vous en avons déjà parlé en CTL !

Vous ne pouvez les ignorer puisqu'ils ont fait l'objet d'un CHSCT spécial RPS le 8 novembre et nous en avons à nouveau débattu au dernier CHSCT le 28 novembre après-midi !

Vous ne pouvez les ignorer puisque tant l'ISST (Inspecteur Santé et Sécurité au travail) que le Médecin de prévention ont été très clairs et précis sur les conséquences déjà ressenties et vécues par les collègues, y compris les cadres, dans les différents services !

Lors du CHSCT du 8 novembre, l'ISST a rappelé que la situation à la DGFIP se dégrade selon l'Observatoire interne. Pour la DRFIP 67, il a confirmé la tendance nationale : dans le passé, le Bas-Rhin n'était pas un département à problème mais ce n'est plus le cas.

Lors de ce même CHSCT, la médecin de prévention a révélé être très inquiète pour les agents et leur santé.

Elle a constaté le double de visites occasionnelles, des visites annuelles ou quinquennales qui durent 2 fois plus longtemps parce que les agents ont besoin de parler, parfois le trouble est physique (problème de sommeil, tensions, fatigue), psychologiquement les agents vus sont inquiets, à tous les niveaux, y compris les cadres par rapport à leur carrière, à un conflit de valeur et parfois ils s'effondrent.

Elle est sidérée (c'est le mot qu'elle a employé) par l'accumulation de réformes depuis son arrivée en mars alors qu'il faut normalement absorber une réforme avant de passer à une autre, ce qui n'est pas le cas.

La démotivation revient à 80% dans ses consultations. La colère est passée, les agents se situant au-delà, dans une autre phase ; on en est à la résignation négative, vers l'écœurement (ce sont ses mots).

Pouvez-vous encore rester les bras croisés après qu'elle a donné, au CHSCT du 28 novembre, l'exemple d'un service, certes petit en nombre d'agents, dont la moitié de l'effectif est sous psychotropes à cause du NRP ?

Dans un contexte d'augmentation continue des charges de travail [le TBVS 2018 révèle encore cette année une augmentation conséquente du nombre d'écôttements (1490 soit +8,84% / 2017) et du nombre d'heures écôtées (5488, soit +1,33%)], de poursuite des suppressions d'emplois et de mise en place du NRP à marche forcée et sans concertation avec les agents, l'explosion des risques psychosociaux (RPS) est de plus en plus lourde de conséquences pour la santé physique et psychologique des agents du Bas-Rhin.

Nous vous rappelons, comme nous l'avons déjà fait, que vous êtes, en vertu des articles 121-3 du code pénal et L4121-1 du code du travail, pénalement responsable du bien être physique, mental et matériel des agents sous votre autorité !

Enfin, nous terminerons en évoquant la réforme des retraites, qui n'est pas propre à la DGFIP, mais qui impactera ses personnels si elle est mise en place.

Force Ouvrière combat ce projet qui vise à faire travailler les salariés plus longtemps et à baisser les pensions pour tous.

FO DGFIP 67 appelle donc l'ensemble des agents de la DRFIP 67 à se mettre en grève, demain, le 5 décembre pour montrer au gouvernement qu'il n'aura pas gain de cause et à manifester à 13H30 Place de la Bourse à Strasbourg !



DECLARATION LIMINAIRE

CTL
4 décembre 2019

Madame la Présidente,

Vous connaissez la position de FO DGFIP quant au projet de pseudo « nouveau réseau de proximité » (NRP) : le retrait pur et simple du plan Darmanin de destruction du réseau de la DGFIP !

Les agents des Finances publiques du Bas-Rhin sont toujours particulièrement en colère par rapport à vos propositions et au regard du contexte général de l'évolution de la DGFIP.

La meilleure preuve en est le taux de grévistes du 14 novembre dans notre département : 9 points au-dessus de la moyenne nationale !

Cela ne vous perturbe-t-il pas ? N'en tirez-vous aucun enseignement quant à votre plan drastique de démolition du service public, des services, de la DRFIP 67 et de votre « concertation » ?

Les collègues du 67 ne veulent pas de votre projet ! C'est aussi simple que cela. Ils refusent la disparition de leur service, de leur résidence, de leur mission et plus globalement du service public.

Aucun service, aucun agent ne sera épargné par les conséquences d'un tel plan, directement ou indirectement, à court et à moyen terme.

Cette réforme va toucher aussi bien les collègues des sites absorbés que ceux des sites absorbants et, par la suite, mais très rapidement, les agents des services de la direction et ceux de la DG.

Nous avons vu lors du dernier CTL les impacts sur l'accueil et sur la gestion dans les SIP. Multi-accueils d'un côté et tâches de gestion délaissées d'un autre côté. Quelles perspectives...!

Aujourd'hui vous mettez à l'ordre du jour la fusion des SIP de Strasbourg, la mise en place de 2 CDL, la mise en place des accueils de proximité et la mise en gestion conjointe des trésoreries de Saverne et de Truchtersheim, elle-même issue de l'absorption de la Trésorerie de Hochfelden en début d'année et de celle de Hurtigheim il y a un peu plus de 10 ans...

Tout cela doit se faire à marche forcée, sans que les tenants et les aboutissants soient connus pour les CDL, sans volontaires pour les accueils de proximité, sans chef de service pour les SIP...

Droit dans le mur, le pied à fond sur la pédale d'accélération ! ! !

Tous ces projets de réformes ne sont pas sans impacts sur les personnels, leur santé et leurs conditions de travail.

Vous ne pouvez les ignorer puisque nous vous en avons déjà parlé en CTL !

Vous ne pouvez les ignorer puisqu'ils ont fait l'objet d'un CHSCT spécial RPS le 8 novembre et nous en avons à nouveau débattu au dernier CHSCT le 28 novembre après-midi !

Vous ne pouvez les ignorer puisque tant l'ISST (Inspecteur Santé et Sécurité au travail) que le Médecin de prévention ont été très clairs et précis sur les conséquences déjà ressenties et vécues par les collègues, y compris les cadres, dans les différents services !

Lors du CHSCT du 8 novembre, l'ISST a rappelé que la situation à la DGFIP se dégrade selon l'Observatoire interne. Pour la DRFIP 67, il a confirmé la tendance nationale : dans le passé, le Bas-Rhin n'était pas un département à problème mais ce n'est plus le cas.

Lors de ce même CHSCT, la médecin de prévention a révélé être très inquiète pour les agents et leur santé.

Elle a constaté le double de visites occasionnelles, des visites annuelles ou quinquennales qui durent 2 fois plus longtemps parce que les agents ont besoin de parler, parfois le trouble est physique (problème de sommeil, tensions, fatigue), psychologiquement les agents vus sont inquiets, à tous les niveaux, y compris les cadres par rapport à leur carrière, à un conflit de valeur et parfois ils s'effondrent.

Elle est sidérée (c'est le mot qu'elle a employé) par l'accumulation de réformes depuis son arrivée en mars alors qu'il faut normalement absorber une réforme avant de passer à une autre, ce qui n'est pas le cas.

La démotivation revient à 80% dans ses consultations. La colère est passée, les agents se situant au-delà, dans une autre phase ; on en est à la résignation négative, vers l'écœurement (ce sont ses mots).

Pouvez-vous encore rester les bras croisés après qu'elle a donné, au CHSCT du 28 novembre, l'exemple d'un service, certes petit en nombre d'agents, dont la moitié de l'effectif est sous psychotropes à cause du NRP ?

Dans un contexte d'augmentation continue des charges de travail [le TBVS 2018 révèle encore cette année une augmentation conséquente du nombre d'écôttements (1490 soit +8,84% / 2017) et du nombre d'heures écôtées (5488, soit +1,33%)], de poursuite des suppressions d'emplois et de mise en place du NRP à marche forcée et sans concertation avec les agents, l'explosion des risques psychosociaux (RPS) est de plus en plus lourde de conséquences pour la santé physique et psychologique des agents du Bas-Rhin.

Nous vous rappelons, comme nous l'avons déjà fait, que vous êtes, en vertu des articles 121-3 du code pénal et L4121-1 du code du travail, pénalement responsable du bien être physique, mental et matériel des agents sous votre autorité !

Enfin, nous terminerons en évoquant la réforme des retraites, qui n'est pas propre à la DGFIP, mais qui impactera ses personnels si elle est mise en place.

Force Ouvrière combat ce projet qui vise à faire travailler les salariés plus longtemps et à baisser les pensions pour tous.

FO DGFIP 67 appelle donc l'ensemble des agents de la DRFIP 67 à se mettre en grève, demain, le 5 décembre pour montrer au gouvernement qu'il n'aura pas gain de cause et à manifester à 13H30 Place de la Bourse à Strasbourg !



DECLARATION LIMINAIRE

CTL
4 décembre 2019

Madame la Présidente,

Vous connaissez la position de FO DGFIP quant au projet de pseudo « nouveau réseau de proximité » (NRP) : le retrait pur et simple du plan Darmanin de destruction du réseau de la DGFIP !

Les agents des Finances publiques du Bas-Rhin sont toujours particulièrement en colère par rapport à vos propositions et au regard du contexte général de l'évolution de la DGFIP.

La meilleure preuve en est le taux de grévistes du 14 novembre dans notre département : 9 points au-dessus de la moyenne nationale !

Cela ne vous perturbe-t-il pas ? N'en tirez-vous aucun enseignement quant à votre plan drastique de démolition du service public, des services, de la DRFIP 67 et de votre « concertation » ?

Les collègues du 67 ne veulent pas de votre projet ! C'est aussi simple que cela. Ils refusent la disparition de leur service, de leur résidence, de leur mission et plus globalement du service public.

Aucun service, aucun agent ne sera épargné par les conséquences d'un tel plan, directement ou indirectement, à court et à moyen terme.

Cette réforme va toucher aussi bien les collègues des sites absorbés que ceux des sites absorbants et, par la suite, mais très rapidement, les agents des services de la direction et ceux de la DG.

Nous avons vu lors du dernier CTL les impacts sur l'accueil et sur la gestion dans les SIP. Multi-accueils d'un côté et tâches de gestion délaissées d'un autre côté. Quelles perspectives...!

Aujourd'hui vous mettez à l'ordre du jour la fusion des SIP de Strasbourg, la mise en place de 2 CDL, la mise en place des accueils de proximité et la mise en gestion conjointe des trésoreries de Saverne et de Truchtersheim, elle-même issue de l'absorption de la Trésorerie de Hochfelden en début d'année et de celle de Hurtigheim il y a un peu plus de 10 ans...

Tout cela doit se faire à marche forcée, sans que les tenants et les aboutissants soient connus pour les CDL, sans volontaires pour les accueils de proximité, sans chef de service pour les SIP...

Droit dans le mur, le pied à fond sur la pédale d'accélération ! ! !

Tous ces projets de réformes ne sont pas sans impacts sur les personnels, leur santé et leurs conditions de travail.

Vous ne pouvez les ignorer puisque nous vous en avons déjà parlé en CTL !

Vous ne pouvez les ignorer puisqu'ils ont fait l'objet d'un CHSCT spécial RPS le 8 novembre et nous en avons à nouveau débattu au dernier CHSCT le 28 novembre après-midi !

Vous ne pouvez les ignorer puisque tant l'ISST (Inspecteur Santé et Sécurité au travail) que le Médecin de prévention ont été très clairs et précis sur les conséquences déjà ressenties et vécues par les collègues, y compris les cadres, dans les différents services !

Lors du CHSCT du 8 novembre, l'ISST a rappelé que la situation à la DGFIP se dégrade selon l'Observatoire interne. Pour la DRFIP 67, il a confirmé la tendance nationale : dans le passé, le Bas-Rhin n'était pas un département à problème mais ce n'est plus le cas.

Lors de ce même CHSCT, la médecin de prévention a révélé être très inquiète pour les agents et leur santé.

Elle a constaté le double de visites occasionnelles, des visites annuelles ou quinquennales qui durent 2 fois plus longtemps parce que les agents ont besoin de parler, parfois le trouble est physique (problème de sommeil, tensions, fatigue), psychologiquement les agents vus sont inquiets, à tous les niveaux, y compris les cadres par rapport à leur carrière, à un conflit de valeur et parfois ils s'effondrent.

Elle est sidérée (c'est le mot qu'elle a employé) par l'accumulation de réformes depuis son arrivée en mars alors qu'il faut normalement absorber une réforme avant de passer à une autre, ce qui n'est pas le cas.

La démotivation revient à 80% dans ses consultations. La colère est passée, les agents se situant au-delà, dans une autre phase ; on en est à la résignation négative, vers l'écœurement (ce sont ses mots).

Pouvez-vous encore rester les bras croisés après qu'elle a donné, au CHSCT du 28 novembre, l'exemple d'un service, certes petit en nombre d'agents, dont la moitié de l'effectif est sous psychotropes à cause du NRP ?

Dans un contexte d'augmentation continue des charges de travail [le TBVS 2018 révèle encore cette année une augmentation conséquente du nombre d'écôttements (1490 soit +8,84% / 2017) et du nombre d'heures écôtées (5488, soit +1,33%)], de poursuite des suppressions d'emplois et de mise en place du NRP à marche forcée et sans concertation avec les agents, l'explosion des risques psychosociaux (RPS) est de plus en plus lourde de conséquences pour la santé physique et psychologique des agents du Bas-Rhin.

Nous vous rappelons, comme nous l'avons déjà fait, que vous êtes, en vertu des articles 121-3 du code pénal et L4121-1 du code du travail, pénalement responsable du bien être physique, mental et matériel des agents sous votre autorité !

Enfin, nous terminerons en évoquant la réforme des retraites, qui n'est pas propre à la DGFIP, mais qui impactera ses personnels si elle est mise en place.

Force Ouvrière combat ce projet qui vise à faire travailler les salariés plus longtemps et à baisser les pensions pour tous.

FO DGFIP 67 appelle donc l'ensemble des agents de la DRFIP 67 à se mettre en grève, demain, le 5 décembre pour montrer au gouvernement qu'il n'aura pas gain de cause et à manifester à 13H30 Place de la Bourse à Strasbourg !



DECLARATION LIMINAIRE

CTL
4 décembre 2019

Madame la Présidente,

Vous connaissez la position de FO DGFIP quant au projet de pseudo « nouveau réseau de proximité » (NRP) : le retrait pur et simple du plan Darmanin de destruction du réseau de la DGFIP !

Les agents des Finances publiques du Bas-Rhin sont toujours particulièrement en colère par rapport à vos propositions et au regard du contexte général de l'évolution de la DGFIP.

La meilleure preuve en est le taux de grévistes du 14 novembre dans notre département : 9 points au-dessus de la moyenne nationale !

Cela ne vous perturbe-t-il pas ? N'en tirez-vous aucun enseignement quant à votre plan drastique de démolition du service public, des services, de la DRFIP 67 et de votre « concertation » ?

Les collègues du 67 ne veulent pas de votre projet ! C'est aussi simple que cela. Ils refusent la disparition de leur service, de leur résidence, de leur mission et plus globalement du service public.

Aucun service, aucun agent ne sera épargné par les conséquences d'un tel plan, directement ou indirectement, à court et à moyen terme.

Cette réforme va toucher aussi bien les collègues des sites absorbés que ceux des sites absorbants et, par la suite, mais très rapidement, les agents des services de la direction et ceux de la DG.

Nous avons vu lors du dernier CTL les impacts sur l'accueil et sur la gestion dans les SIP. Multi-accueils d'un côté et tâches de gestion délaissées d'un autre côté. Quelles perspectives...!

Aujourd'hui vous mettez à l'ordre du jour la fusion des SIP de Strasbourg, la mise en place de 2 CDL, la mise en place des accueils de proximité et la mise en gestion conjointe des trésoreries de Saverne et de Truchtersheim, elle-même issue de l'absorption de la Trésorerie de Hochfelden en début d'année et de celle de Hurtigheim il y a un peu plus de 10 ans...

Tout cela doit se faire à marche forcée, sans que les tenants et les aboutissants soient connus pour les CDL, sans volontaires pour les accueils de proximité, sans chef de service pour les SIP...

Droit dans le mur, le pied à fond sur la pédale d'accélération ! ! !

Tous ces projets de réformes ne sont pas sans impacts sur les personnels, leur santé et leurs conditions de travail.

Vous ne pouvez les ignorer puisque nous vous en avons déjà parlé en CTL !

Vous ne pouvez les ignorer puisqu'ils ont fait l'objet d'un CHSCT spécial RPS le 8 novembre et nous en avons à nouveau débattu au dernier CHSCT le 28 novembre après-midi !

Vous ne pouvez les ignorer puisque tant l'ISST (Inspecteur Santé et Sécurité au travail) que le Médecin de prévention ont été très clairs et précis sur les conséquences déjà ressenties et vécues par les collègues, y compris les cadres, dans les différents services !

Lors du CHSCT du 8 novembre, l'ISST a rappelé que la situation à la DGFIP se dégrade selon l'Observatoire interne. Pour la DRFIP 67, il a confirmé la tendance nationale : dans le passé, le Bas-Rhin n'était pas un département à problème mais ce n'est plus le cas.

Lors de ce même CHSCT, la médecin de prévention a révélé être très inquiète pour les agents et leur santé.

Elle a constaté le double de visites occasionnelles, des visites annuelles ou quinquennales qui durent 2 fois plus longtemps parce que les agents ont besoin de parler, parfois le trouble est physique (problème de sommeil, tensions, fatigue), psychologiquement les agents vus sont inquiets, à tous les niveaux, y compris les cadres par rapport à leur carrière, à un conflit de valeur et parfois ils s'effondrent.

Elle est sidérée (c'est le mot qu'elle a employé) par l'accumulation de réformes depuis son arrivée en mars alors qu'il faut normalement absorber une réforme avant de passer à une autre, ce qui n'est pas le cas.

La démotivation revient à 80% dans ses consultations. La colère est passée, les agents se situant au-delà, dans une autre phase ; on en est à la résignation négative, vers l'écœurement (ce sont ses mots).

Pouvez-vous encore rester les bras croisés après qu'elle a donné, au CHSCT du 28 novembre, l'exemple d'un service, certes petit en nombre d'agents, dont la moitié de l'effectif est sous psychotropes à cause du NRP ?

Dans un contexte d'augmentation continue des charges de travail [le TBVS 2018 révèle encore cette année une augmentation conséquente du nombre d'écêtements (1490 soit +8,84% / 2017) et du nombre d'heures écâtées (5488, soit +1,33%)], de poursuite des suppressions d'emplois et de mise en place du NRP à marche forcée et sans concertation avec les agents, l'explosion des risques psychosociaux (RPS) est de plus en plus lourde de conséquences pour la santé physique et psychologique des agents du Bas-Rhin.

Nous vous rappelons, comme nous l'avons déjà fait, que vous êtes, en vertu des articles 121-3 du code pénal et L4121-1 du code du travail, pénalement responsable du bien être physique, mental et matériel des agents sous votre autorité !

Enfin, nous terminerons en évoquant la réforme des retraites, qui n'est pas propre à la DGFIP, mais qui impactera ses personnels si elle est mise en place.

Force Ouvrière combat ce projet qui vise à faire travailler les salariés plus longtemps et à baisser les pensions pour tous.

FO DGFIP 67 appelle donc l'ensemble des agents de la DRFIP 67 à se mettre en grève, demain, le 5 décembre pour montrer au gouvernement qu'il n'aura pas gain de cause et à manifester à 13H30 Place de la Bourse à Strasbourg !



DECLARATION LIMINAIRE

CTL
4 décembre 2019

Madame la Présidente,

Vous connaissez la position de FO DGFIP quant au projet de pseudo « nouveau réseau de proximité » (NRP) : le retrait pur et simple du plan Darmanin de destruction du réseau de la DGFIP !

Les agents des Finances publiques du Bas-Rhin sont toujours particulièrement en colère par rapport à vos propositions et au regard du contexte général de l'évolution de la DGFIP.

La meilleure preuve en est le taux de grévistes du 14 novembre dans notre département : 9 points au-dessus de la moyenne nationale !

Cela ne vous perturbe-t-il pas ? N'en tirez-vous aucun enseignement quant à votre plan drastique de démolition du service public, des services, de la DRFIP 67 et de votre « concertation » ?

Les collègues du 67 ne veulent pas de votre projet ! C'est aussi simple que cela. Ils refusent la disparition de leur service, de leur résidence, de leur mission et plus globalement du service public.

Aucun service, aucun agent ne sera épargné par les conséquences d'un tel plan, directement ou indirectement, à court et à moyen terme.

Cette réforme va toucher aussi bien les collègues des sites absorbés que ceux des sites absorbants et, par la suite, mais très rapidement, les agents des services de la direction et ceux de la DG.

Nous avons vu lors du dernier CTL les impacts sur l'accueil et sur la gestion dans les SIP. Multi-accueils d'un côté et tâches de gestion délaissées d'un autre côté. Quelles perspectives...!

Aujourd'hui vous mettez à l'ordre du jour la fusion des SIP de Strasbourg, la mise en place de 2 CDL, la mise en place des accueils de proximité et la mise en gestion conjointe des trésoreries de Saverne et de Truchtersheim, elle-même issue de l'absorption de la Trésorerie de Hochfelden en début d'année et de celle de Hurtigheim il y a un peu plus de 10 ans...

Tout cela doit se faire à marche forcée, sans que les tenants et les aboutissants soient connus pour les CDL, sans volontaires pour les accueils de proximité, sans chef de service pour les SIP...

Droit dans le mur, le pied à fond sur la pédale d'accélération ! ! !

Tous ces projets de réformes ne sont pas sans impacts sur les personnels, leur santé et leurs conditions de travail.

Vous ne pouvez les ignorer puisque nous vous en avons déjà parlé en CTL !

Vous ne pouvez les ignorer puisqu'ils ont fait l'objet d'un CHSCT spécial RPS le 8 novembre et nous en avons à nouveau débattu au dernier CHSCT le 28 novembre après-midi !

Vous ne pouvez les ignorer puisque tant l'ISST (Inspecteur Santé et Sécurité au travail) que le Médecin de prévention ont été très clairs et précis sur les conséquences déjà ressenties et vécues par les collègues, y compris les cadres, dans les différents services !

Lors du CHSCT du 8 novembre, l'ISST a rappelé que la situation à la DGFIP se dégrade selon l'Observatoire interne. Pour la DRFIP 67, il a confirmé la tendance nationale : dans le passé, le Bas-Rhin n'était pas un département à problème mais ce n'est plus le cas.

Lors de ce même CHSCT, la médecin de prévention a révélé être très inquiète pour les agents et leur santé.

Elle a constaté le double de visites occasionnelles, des visites annuelles ou quinquennales qui durent 2 fois plus longtemps parce que les agents ont besoin de parler, parfois le trouble est physique (problème de sommeil, tensions, fatigue), psychologiquement les agents vus sont inquiets, à tous les niveaux, y compris les cadres par rapport à leur carrière, à un conflit de valeur et parfois ils s'effondrent.

Elle est sidérée (c'est le mot qu'elle a employé) par l'accumulation de réformes depuis son arrivée en mars alors qu'il faut normalement absorber une réforme avant de passer à une autre, ce qui n'est pas le cas.

La démotivation revient à 80% dans ses consultations. La colère est passée, les agents se situant au-delà, dans une autre phase ; on en est à la résignation négative, vers l'écœurement (ce sont ses mots).

Pouvez-vous encore rester les bras croisés après qu'elle a donné, au CHSCT du 28 novembre, l'exemple d'un service, certes petit en nombre d'agents, dont la moitié de l'effectif est sous psychotropes à cause du NRP ?

Dans un contexte d'augmentation continue des charges de travail [le TBVS 2018 révèle encore cette année une augmentation conséquente du nombre d'écêtements (1490 soit +8,84% / 2017) et du nombre d'heures écâtées (5488, soit +1,33%)], de poursuite des suppressions d'emplois et de mise en place du NRP à marche forcée et sans concertation avec les agents, l'explosion des risques psychosociaux (RPS) est de plus en plus lourde de conséquences pour la santé physique et psychologique des agents du Bas-Rhin.

Nous vous rappelons, comme nous l'avons déjà fait, que vous êtes, en vertu des articles 121-3 du code pénal et L4121-1 du code du travail, pénalement responsable du bien être physique, mental et matériel des agents sous votre autorité !

Enfin, nous terminerons en évoquant la réforme des retraites, qui n'est pas propre à la DGFIP, mais qui impactera ses personnels si elle est mise en place.

Force Ouvrière combat ce projet qui vise à faire travailler les salariés plus longtemps et à baisser les pensions pour tous.

FO DGFIP 67 appelle donc l'ensemble des agents de la DRFIP 67 à se mettre en grève, demain, le 5 décembre pour montrer au gouvernement qu'il n'aura pas gain de cause et à manifester à 13H30 Place de la Bourse à Strasbourg !